

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1171  
24 janvier 1975

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente et unième session  
Point 20 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION  
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES  
(RESOLUTION 1334 (XLIV) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL)

Note du Secrétaire général

1. A sa vingt-huitième session, le 4 avril 1972, la Commission des droits de l'homme a élu pour une période de trois ans vingt-six membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités 1/.
2. Le mandat des membres susmentionnés de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée à procéder à une nouvelle élection.
3. La procédure d'élection des membres de la Sous-Commission est régie par les dispositions suivantes :
  - i) A sa première session (janvier-février 1947), la Commission a décidé :
    - "a) que la Sous-Commission se composera de ... personnes choisies par la Commission en consultation avec le Secrétaire général, et sous réserve du consentement des gouvernements dont ces personnes sont ressortissantes;"
    - "b) qu'une personne au plus sera choisie dans un pays donné;" 2/
  - ii) Le 31 mai 1968, le Conseil économique et social a adopté sa résolution 1334 (XLIV) relative à la composition de la Sous-Commission, qui est ainsi conçue :

"Le Conseil économique et social,

Notant la résolution 9 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme,

Souhaitant une plus large représentation des différents systèmes juridiques, régions et cultures ainsi qu'une représentation géographique équitable dans la composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1/ Pour la liste des membres, voir l'annexe II.

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, quatrième session, Supplément No 3, par. 20.

1. Décide de porter à 26, à partir de 1969, le nombre des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

2. Prie la Commission des droits de l'homme d'élire, à sa vingt-cinquième session, 26 membres de la Sous-Commission parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la base suivante :

Etats d'Afrique et d'Asie	12 membres;
Etats d'Europe occidentale et autres Etats	6 membres;
Etats d'Amérique latine	5 membres;
Etats d'Europe orientale	3 membres."

4. Le 17 octobre 1974, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements une note verbale dans laquelle il leur demandait de soumettre à la Commission des droits de l'homme, à sa trente et unième session, des propositions de candidatures d'experts en vue de l'élection des membres de la Sous-Commission.

5. Au 17 janvier 1975, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission émanant des gouvernements suivants : Autriche, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Ethiopie, France, Guatemala, Irak, Iran, Italie, Japon, Kenya, Maroc, Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

6. Les Gouvernements de la Belgique, du Laos, de la Nouvelle-Zélande, de la République arabe libyenne et du Tchad ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de candidature à proposer. Les communications et propositions de candidature supplémentaires qui seront reçues des gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

7. On trouvera ci-après les propositions de candidature reçues à ce jour, accompagnées du curriculum vitae fourni par le gouvernement présentant la candidature :

M. Wisam Al-Zahawi	(Irak)
M. Lucien Yapobi Attie	(Côte d'Ivoire)
M. Simon-Narcisse Bozanga	(République centrafricaine)
M. Francesco Capotorti	(Italie)
Mme Turkia Ould Daddah	(Mauritanie)
M. Vincente Diaz Samayoa	(Guatemala)
M. Troels Fink	(Danemark)
M. Manoutehehr Gandji	(Iran)
M. Jose Inglés	(Philippines)
M. Branimir M. Jankovic	(Yougoslavie)
Mme Renu Jotidilok	(Thaïlande)
M. Mohamed Ahmed Khalifa	(Egypte)

Mme Kezia Nyeri Egeria Kinyanjui	(Kenya)
M. Assefa Liben	(Ethiopie)
M. Ernesto Navarro Richardson	(Nicaragua)
M. Erik Nettel	(Autriche)
M. Gonzalo Ortiz-Martin	(Costa Rica)
M. Jose Joaquin Caicedo Perdomo	(Colombie)
M. Sharifuddin Pirzada	(Pakistan)
Mme Nicole Questiaux	(France)
M. Kunio Sato	(Japon)
M. Freddie A. Short	(Sierra Leone)
M. Sergey N. Smirnov	(URSS)
M. Ilhan Unat	(Turquie)
M. Th. C. Van Boven	(Pays-Bas)
Mme Halima Warzazi	(Maroc)
M. Benjamin Charles George Whitaker	(Royaume-Uni)

ANNEXE I

M. WISAM AL-ZAHWI

(candidature proposée par le Gouvernement irakien)

Le curriculum vitae sera communiqué à une date ultérieure.

M. LUCIEN YAPOBI ATTIE

(candidature proposée par le Gouvernement ivoirien)

Date et lieu de naissance : né le 8 janvier 1922 à Grand-Bassam (COTE D'IVOIRE)

Situation de famille : marié, 4 enfants

Etudes poursuivies : études primaires à ABIDJAN  
études secondaires à DAKAR : Baccalauréat  
études supérieures (Paris et Montpellier)

a) DROIT :

Licence en droit  
Diplôme d'études supérieures de droit privé  
Diplôme d'études supérieures d'économie politique  
Certificat de criminologie  
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA)

b) LETTRES :

Certificat de littérature française  
Certificat de morale et sociologie  
Certificat de philosophie générale  
Certificat de psychologie

c) Ancien Boursier de la Fondation Ford à  
Stockholm (Suède) 1962

Professions exercées :

- Avocat stagiaire à la Cour d'appel de Montpellier (1946-1949)
- Avocat en 1949 (même Cour)
- Avocat-défenseur au Dahomey (1949-1950)
- Avocat-défenseur en Côte d'Ivoire (1959-1961)
- Bâtonnier de l'Ordre des avocats de la Côte d'Ivoire (1961)
- Conseiller à la Cour suprême de 1961 à 1966
- Vice-Président de la Cour suprême,  
Président de la Chambre judiciaire (depuis octobre 1966)
- Chargé de cours à la Faculté de droit d'Abidjan depuis 1959

Autres fonctions :

- Ancien Président de la Croix-Rouge de la Côte d'Ivoire
- Président de l'Union nationale des parents d'élèves et étudiants de Côte d'Ivoire
- Membre du Bureau exécutif de l'Association internationale des parents (responsable pour l'Afrique de cette Association)
- Membre du Bureau exécutif de l'Union internationale des organismes familiaux
- Membre du Centre de la paix mondiale par le droit
- Membre de l'Union mondiale des juges (Centre de la paix mondiale par le droit)
- Membre de la Commission internationale de juristes

Missions accomplies :

- De nombreuses missions, dont :
- Délégué de la Côte d'Ivoire à la Conférence constitutive de la Commission juridique de l'OUA (LAGOS)
- Délégué de la Côte d'Ivoire à la Commission internationale de juristes à Lagos et à Athènes
- Délégué de la Côte d'Ivoire aux Congrès du Centre de la paix mondiale par le droit à Athènes (1963), Washington (1965), Genève, Abidjan
- Chef de la délégation ivoirienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités à Vienne (Autriche en 1968 et 1969)
- Chef de la délégation ivoirienne à la Conférence de l'Association internationale des parents à Bruxelles (1972)
- Chef de la délégation ivoirienne à la Conférence de l'Union internationale des droits familiaux à Rabat (Maroc 1973)
- Chef de la délégation de la Côte d'Ivoire à la Conférence de l'Union internationale des parents à Rome (novembre 1973)
- Chef de la délégation à la Conférence de l'Union internationale des droits familiaux à Genève (1974)

Décorations :

- Chevalier des Palmes académiques
- Officier de l'Ordre national de COTE D'IVOIRE

## M. SIMON-NARCISSE BOZANGA

(candidature proposée par le Gouvernement de la République centrafricaine)

Né le 26 décembre 1942 à Bangassou

Etudes effectuées : Etudes primaires à Bangassou  
Etudes secondaires à Rouen (France)  
Licencié en droit, Faculté de Nancy  
Diplôme d'études supérieures de droit public (Faculté de droit de Paris)  
Diplôme de l'Institut international d'administration publique de Paris (Section diplomatique)

Fonctions occupées : - Administrateur civil  
- Directeur des études juridiques et du contentieux au Ministère d'Etat Chargé des affaires étrangères  
- Conseiller à la Cour d'appel de Bangui  
- Professeur à l'Ecole nationale d'administration à Bangui

Autre fonction : - Rapporteur de la Sixième Commission lors de la vingt-huitième session ordinaire des Nations Unies

## M. FRANCESCO CAPOTORTI

(candidature proposée par le Gouvernement italien)

Né à Naples le 9 février 1925. Etudes universitaires à Naples (1941-1945).  
Docteur en droit en 1945 ("cum laude").

Assistant à l'Université de Naples de 1946 à 1952. Il a obtenu plusieurs bourses d'études pour la France, l'Académie de droit international de La Haye et l'Allemagne (1947, 1949, 1951).

"Privat-docent" de droit international en 1951.

Chargé de droit international à l'Université de Naples et à l'Institut universitaire naval de Naples pendant les années 1951, 1952, 1953 et 1954. Il a été sélectionné au concours pour la chaire de droit international de l'Université de Naples où il a enseigné pendant l'année 1953. Professeur extraordinaire d'institutions de droit public à l'Université de Cagliari à partir du 1er février 1954, et de droit international dans la même Université en 1955. De décembre 1955 jusqu'à février 1968, professeur titulaire de droit international à l'Université de Bari. De 1956 à 1968, Directeur de l'Institut de droit international et sciences politiques de la même Université de Bari. A partir du 1er février 1968, professeur ordinaire (organisations internationales) à l'Université de Naples. A partir du 1er novembre 1970, Directeur de l'Institut de droit public de la Faculté d'économie et commerce, dans la même Université.

Il a été chargé, auprès des universités de Messina, Cagliari, Bari et Naples, des cours d'histoire des traités et de politique internationale, de droit constitutionnel italien et comparé, de doctrine de l'Etat, et d'organisations internationales.

Il a donné des cours à Vitoria (cours d'été de l'Université de Valladolid) en 1956 et en 1971; à Madrid (Ecole pour fonctionnaires internationaux) en 1962; à La Haye (Académie de droit international) en 1963 et en 1971; à Turin (Institut universitaire d'études européennes) et à Rome (Institut de sociologie "Luigi Sturzo") en 1964, 1965 et 1966; au Luxembourg (Centre international d'études et de recherches européennes) en 1966. Il a donné des conférences dans les universités de Vienne (1966) et de Liège (1971) et à l'Académie diplomatique d'Autriche (1966). Il a bénéficié d'une bourse d'étude pour recherche de l'OTAN en 1956; il a obtenu un prix pour les sciences juridiques, fondé par l'Académie Pontaniana en 1960. Désigné par le Gouvernement italien, il a participé au neuvième stage d'études européennes de Strasbourg (1959), ainsi qu'aux cycles d'études sur les droits de l'homme, organisés par les Nations Unies de 1962 à 1966. Il a été parmi les rapporteurs du deuxième Colloque international de Vienne sur la Convention européenne pour la tutelle des droits de l'homme (1965), et du Symposium organisé à Oslo par l'Institut norvégien Nobel sur la protection internationale des droits de l'homme (1967).

Il fait partie du Comité scientifique de la "Revue de droit international", de la "Rassegna di diritto pubblico", de la "Rivista di diritto internazionale privato e processuale" et de la revue "L'Italie et l'Europe". Il est membre du Comité scientifique de la recherche sur "La prassi italiana di diritto internazionale" (dont la première série a été publiée en 1970, aux éditions Oceana Publications). Il est codirecteur (avec les professeurs Sperduti et Ziccardi) de la recherche sur la jurisprudence italienne, de 1861 à ce jour, en matière de droit international (travail sous presse chez l'éditeur Jovene). Il est membre du Conseil de direction de la Société italienne pour l'Organisation internationale, ainsi que du Comité consultatif italien pour les droits de l'homme et de la Commission italienne pour l'UNESCO. Il est aussi membre ordinaire de l'"Accademia Pontaniana" de Naples; du Centre national de prévention et défense sociale de Milan; de l'"American Society of International Law", de l'"International Law Association", du "British Institute of International and Comparative Law"; de l'Association italienne des juristes européens.

Il a fait partie des délégations italiennes à l'Assemblée générale des Nations Unies (de 1960 à 1971), à la Conférence des Nations Unies pour les droits de l'homme (Téhéran, 1968), à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969). Il a participé, en outre, aux conférences italo-autrichiennes de Milan, Klagenfurt, Zurich (1961) ainsi qu'à la Commission d'experts italo-autrichiens pour la question du Haut Adige (Genève, 1964). Il est délégué italien au Comité spécial des Nations Unies pour la question de la définition de l'agression (1968-1971), dont il a été aussi Vice-Président (1968), et au Sous-Comité juridique des Nations Unies pour l'espace extra-atmosphérique (1970-71). Depuis 1963, il est membre de la Sous-Commission d'experts des Nations Unies pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités; en 1971 il a été chargé de rédiger un rapport spécial en matière de minorités. Depuis 1965, il fait partie des membres du Conseil du contentieux diplomatique auprès du Ministère des affaires étrangères.

PUBLICATIONS :

- 1) Sulla legge applicabile a requisizioni effettuate da autorità militari occupanti, in Foro italiano, vol. LXXI, 1946.
- 2) Sulla valutazione degli atti dell'occupante alla stregua dell'ordinamento dello Stato occupato, ibid.
- 3) Sovranità territoriale e funzioni sovrane in territorio occupato, in Giurisprudenza Completa della Corte Suprema di Cassazione, Sezioni civili, vol. XXII, 1947.
- 4) "Rappresaglie" esercitate dall'occupante per atti ostili della popolazione nemica, in Rassegna di diritto pubblico, 1947, e Foro penale, 1948.
- 5) Incidenza di azioni belliche avversarie su rapporti giuridici interni, in Foro penale, 1947.
- 6) L'occupazione bellica nella recente giurisprudenza civile ed amministrativa, in Rassegna di diritto pubblico, 1948.
- 7) Qualificazione giuridica dell'eccidio delle Fosse Ardeatine, in Foro penale, 1948, e Rassegna di diritto pubblico, 1949.
- 8) L'occupazione nel diritto di guerra, Jovene, Napoli, 1949.
- 9) Sulla efficacia in Italia di sentenze eritree posteriori al Trattato di pace; in Foro italiano, vol. LXXIII, 1950.
- 10) In tema di trasferimento della cosa requisita da autorità occupanti, ibid.
- 11) Problemi di diritto internazionale nella giurisprudenza italiana recente (1945-1949), in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. III, 1950.
- 12) Ancora delle sentenze pronunciate in Eritrea dopo la cessione, in Giurisprudenza Completa della Corte Suprema di Cassazione, Sezioni civili, vol. XXX, 1951.
- 13) Sulle pretese sentenze italiane nella Libia non più italiana, ibid.
- 14) Valutazione internazionale e valutazioni interne degli atti dell'occupante, ibid.
- 15) Problemi di diritto internazionale nella giurisprudenza italiana recente. Parte seconda : anno 1950-1951, in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. IV, 1952.
- 16) La nazionalità delle società, Jovene, Napoli, 1953.
- 17) Problemi di diritto internazionale nella giurisprudenza italiana recente. Parte III : anno 1952, in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. V, 1953.



- 18) In tema di prova di norme straniere, in Giurisprudenza comparata di diritto internazionale privato, vol. XI, 1954.
- 19) Riflessioni sul "mandato alle liti" alla luce del nostro diritto internazionale privato, ibd., e in Scritti giuridici raccolti per il centenario della Casa Editrice Jovene, 1954.
- 20) Sulla perdita della cittadinanza italiana, conseguente allo acquisto di cittadinanza straniera per residenza in Stato estero, ibd.
- 21) Sulla competenza consolare all'assunzione delegata di mezzi istruttori nel processo italiano, ibd.
- 22) Sul controllo circa la regolarità procedurale del giudizio straniero in sede di deliberazione, ibd.
- 23) Sulla nazionalità delle case di procura di associazioni religiose straniere, ibd.
- 24) Legge sulla cittadinanza e legge di adattamento al trattato di San Germano, ibd.
- 25) Sui limiti dell'irrinunciabilità alla cittadinanza, acquisita in base al Trattato di San Germano, ibd.
- 26) Brevissimi rilievi in tema di immunità giurisdizionale degli Stati stranieri, ibd.
- 27) Giudicato sulla questione della legge applicabile ? ibd.
- 28) Rilievi sulle notificazioni destinate all'estero, ibd.
- 29) Natura e caratteri degli accordi di amministrazione fiduciaria, in Rivista di diritto internazionale, vol. XXXVIII, 1955; ristampato da Giuffrè, Milano, 1960 (p. 104).
- 30) Sulla competenza a stipulare degli organi di unioni, in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. VII, 1955, e Scritti di diritto internazionale in onore di Tommaso Perassi, vol. I, 1957.
- 31) Intorno al recente progetto di Convenzione sulla procedura arbitrale, in Rivista di diritto internazionale, vol. XL, 1957.
- 32) Sulla sorte dei beni degli enti pubblici italiani in Libia, ibd.
- 33) La dottrina italiana di diritto internazionale pubblico nel 1956, in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. IX, 1958.
- 34) Amministrazione fiduciaria di territori, in Enciclopedia del diritto, vol. II, 1958.
- 35) Il trasferimento di sede di una società da uno Stato all'altro, in Foro italiano, vol. LXXXI, 1958.

- 36) Sulla continuità delle società "di persone" che trasferiscano la sede in altro Stato, in Rivista di diritto internazionale, vol. XLI, 1958.
- 37) Sull'efficacia delle "regole di concorrenza applicabili alle imprese", della Comunità economica europea, in Rivista di diritto internazionale, vol. XLIII, 1959, e Studi in onore di Guido Zanobini, vol. IV, 1962.
- 38) Accordi internazionali sulla circolazione stradale e "codici della strada", in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. X, 1960, e Studi in onore di Achille Donato Giannini, 1961.
- 39) Sulla interpretazione uniforme dei Trattati europei, in Rivista di diritto internazionale, vol. XLIII, 1960, e Studi in onore di Emilio Detti, vol. I, 1961.
- 40) Premesse e funzioni del diritto internazionale privato, Jovene, Napoli 1961 (Ristampa emendata della prima parte della Nazionalità delle società).
- 41) Feriti, malati e naufraghi di guerra, in Novissimo Digesto italiano, vol. VII, 1961.
- 42) Sulle vicende degli enti pubblici nei mutamenti territoriali, in Rivista di diritto internazionale, vol. XLIV, 1961.
- 43) Ancora sullo "status" giuridico di Trieste, in Foro italiano, vol. LXXXV, 1962.
- 44) Il sorgere dei nuovi Stati afro-asiatici e la sua influenza sullo sviluppo e sull'evoluzione dell'organizzazione internazionale, in SIOI, XV corso di perfezionamento in organizzazione internazionale, 1962.
- 45) Sui recenti sviluppi della disciplina della concorrenza nella Comunità economica europea, in Rivista di diritto internazionale, vol. XLVI, 1963.
- 46) La capacité en droit international privé in Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, vol. 110 (1963, III).
- 47) Le prospettive d'azione delle Nazioni Unite in materia di libertà d'informazione, in Annali della Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Bari, 1964.
- 48) Ostaggi (Diritto internazionale), in Novissimo Digesto Italiano, vol. XI, 1965.
- 49) Il diritto di stabilimento delle società nel Trattato istitutivo della Comunità economica europea, in Commentario al Trattato CEE, diretto da Quadri, Monaco e Trabucchi, vol. I, 1965, e in Rivista di diritto internazionale privato e processuale, 1965.
- 50) Considerazioni sui conflitti di legge in materia di società, ibid., 1965 e in Rivista del notariato, 1965.
- 51) Sull'assenza e la dichiarazione di morte presunta nel diritto internazionale privato italiano, ibid., 1966, e in Le Corti di Bari, Lecce e Potenza, 1966.

- 52) Interferenze tra la convenzione europea dei diritti dell'uomo e altri accordi, e loro riflessi negli ordinamenti interni, in Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritti internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. XII, 1966, nonché in Menchenrechte im Staatsrecht und im Volkerrecht, Karlsruhe 1967, in Les droits de l'homme en droit interne et en droit international, Bruxelles 1968, e in Human Rights in national and international law, Manchester, 1968.
- 53) Il problema del reciproco riconoscimento delle società nella Comunità economica europea, in "Rivista delle società", 1966.
- 54) Lezioni di diritto internazionale privato, Parte speciale : La capacità. Cacucci, Bari, 1966.
- 55) Le Nazioni Unite per il progresso dei diritti dell'uomo; risultati e prospettive, in La Comunità internazionale, 1967.
- 56) Studio introduttivo a Patti internazionali sui diritti dell'uomo, CEDAM, Padova, 1967.
- 57) The international measures of implementation included in the Conventions on human rights in International protection of human rights, Stockholm 1968.
- 58) Intervento al Convegno dell'ISIE su "Il Parlamento italiano e gli atti normativi delle Comunità europee" in Rassegna parlamentare 1968.
- 59) Interventi al Convegno di Napoli su "La Società Commerciale europea", in La società commerciale europea, Jovene Napoli, 1968.
- 60) La Conferenza di Teheran sui diritti dell'uomo in La Comunità internazionale, 1968.
- 61) Osservazioni su alcuni aspetti delle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles relative al riconoscimento delle sentenze straniere in Rivista di diritto internazionale privato e processuale 1969.
- 62) Il diritto dei trattati secondo la Convenzione di Vienna, in Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati, CEDAM, Padova 1969.
- 63) Intervento al Convegno del Centro nazionale di prevenzione e difesa sociale sulla tutela della libertà di concorrenza, in La libertà di concorrenza, Giuffrè, Milano 1970.
- 64) La società commerciale europea : un progetto di esito incerto, in Il diritto dell'Economia 1970.
- 65) Interventi al colloquio dell'Accademia di diritto internazionale dell'Aja su "Les aspects juridiques de l'intégration économique internationale", in Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye 1971 (in corso di stampa).
- 66) L'extinction et la suspension des traités, in Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1971 (in corso di stampa)

Sono state curate, inoltre, le seguenti raccolte :

- Regole di concorrenza applicabili alle imprese nel mercato comune - Morano, Napoli 1965 (in collaborazione con il prof. Gustavo Minervini).
- La giurisprudenza italiana di diritto internazionale privato e processuale - Repertorio 1942-1966, De Donato, Bari, 1967 (in collaborazione con i proff. Benedetto Jonforti, Luigi Ferrari Bravo, Vincenzo Starace).

Mme TURKIA OULD DADDAH

(candidature proposée par le Gouvernement mauritanien)

- Etudes secondaires en Afrique
- Etudes supérieures à la Sorbonne de 1957 à 1961
- Licenciée ès-lettres
- Certificat d'aptitude à l'enseignement du second degré
- Diplômée d'études supérieures de lettres.

1961 - 1963 : Professeur de lettres au lycée de Nouakchott

1963 : Membre de la délégation mauritanienne à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, titulaire de la Troisième Commission, Commission des affaires humanitaires, sociales et culturelles.

1964 - 1966 : Désignée par le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie en qualité de responsable des questions liées à l'UNESCO dans le cadre de l'Ambassade de la République islamique de Mauritanie à Paris.

1966 - 1967 - 1968 : Membre de la délégation mauritanienne aux vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième sessions de l'Assemblée générale, représentante de la Mauritanie à la Troisième Commission au cours de toutes ces sessions de l'Assemblée générale.

Au cours de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, Mme A. OULD DADDAH Turkia fut élue à la Vice-Présidence de la Troisième Commission.

1966 : Déléguée de la République islamique de Mauritanie au séminaire organisé par le FISE et le Centre international de l'enfance à Paris.

Thème du séminaire : enfance, jeunesse et plans de développements nationaux.

1966 - 1968 : Représentante de la République islamique de Mauritanie à la Commission de la condition de la femme. A ce titre, elle a participé au séminaire tenu à Helsinki en août 1967 consacré aux droits politiques de la femme.

Madame Abdallahi OULD DADDAH Turkia est actuellement représentante de la Mauritanie :

a) à la Commission du développement social. A ce titre elle a dirigé la délégation mauritanienne à la conférence internationale des ministres responsables de la protection sociale tenue au siège du 3 au 12 septembre 1968.

b) à la Commission des droits de l'homme.

1968 : Membre de la délégation mauritanienne à la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968.

1969 : Elue Présidente de la Troisième Commission.

1970 : Nommée Secrétaire général au Ministère des affaires étrangères.

1972 : Directrice de l'école nationale d'administration à Nouakchott.

Madame A. OULD DADDAH Turkia porte depuis de nombreuses années le plus vif intérêt aux problèmes relatifs aux droits de l'homme et aux problèmes sociaux.

M. VICENTE DIAZ SAMAYOA

(candidature proposée par le Gouvernement guatémaltèque)

#### ETUDES POSTPRIMAIRES

Institut national pour garçons de la ville d'Antigua Guatemala, où M. Samayoa a obtenu le certificat d'aptitude à l'enseignement primaire le 20 mars 1931 et le diplôme de sciences et lettres le 22 octobre 1930.

#### ETUDES UNIVERSITAIRES

Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université San Carlos de Guatemala, où il a obtenu le diplôme d'avocat et notaire.

#### ETUDES POSTUNIVERSITAIRES

Faculté des sciences juridiques et sociales des Universités de Buenos Aires et de la Plata (République Argentine); étude de la philosophie du droit dans le cadre du cours donné par M. Carlos Cossio, en qualité de professeur extraordinaire, pendant l'année universitaire 1947, à l'intention des étudiants diplômés.

M. Samayoa a effectué ces études grâce à une bourse qu'il a obtenue au concours organisé la même année par la Commission nationale de la culture de la République Argentine; les cours donnés à cette occasion par M. Cossio portaient sur les sujets suivants : ontologie juridique, logique juridique transcendantale et axiologie juridique pure, comme l'indique la note que le Professeur Cossio a cru devoir lui adresser le 5 décembre 1947 et qui est jointe au présent mémorandum.

Il a également suivi les cours d'histoire de la philosophie moderne et contemporaine, de gnoseologie et de métaphysique qui ont été donnés la même année par le Professeur Carlos Astrada à la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires;

FONCTIONS EXERCÉES

- 1 - Secrétaire général de l'Université San Carlos de Guatemala de juin 1942 à février 1954.
- 2 - Recteur de l'Université San Carlos de Guatemala.
- 3 - Ministre de l'éducation.
- 4 - Président de l'Ordre des avocats du Guatemala.
- 5 - Président de l'Assemblée nationale constituante qui a promulgué la Constitution actuellement en vigueur.
- 6 - Président du deuxième Congrès juridique guatémaltèque.
- 7 - Président de la deuxième Réunion des secrétaires permanents des Commissions nationales de l'UNESCO dans l'isthme centraméricain.
- 8 - Président du premier Séminaire international des écoles reliées à l'UNESCO.
- 9 - Professeur d'introduction à la philosophie à la Faculté des sciences juridiques et sociales du Guatemala.
- 10 - Professeur d'économie politique à l'Université San Carlos.
- 11 - Professeur de philosophie du droit à la Faculté des sciences juridiques et sociales.
- 12 - Chef du Département des études générales à la même Faculté.
- 13 - Professeur de droit pénal (première année) à la même Faculté.
- 14 - Examinateur titulaire pour les disciplines suivantes : philosophie du droit (1944), droit romain (1944-1945), introduction à la philosophie (1945), philosophie du droit (1945-1946), introduction à la philosophie (1946), droit romain (1946), littérature espagnole et américaine (1947), introduction à la philosophie (1948-1949), droit romain (1948), philosophie du droit (1950), introduction à l'étude du droit (1950-1952). Examinateur pour les disciplines suivantes : introduction à la philosophie (1944), finances publiques (1944), philosophie du droit (1947-1949), droit romain (1949). Membre du jury chargé de décerner le prix Galvez en 1946. Membre de la Commission chargée d'établir un programme d'études pour la Faculté des sciences juridiques et sociales en avril 1945. Membre de la Commission chargée des travaux préparatoires à un séminaire de droit international sur la question de Belise en avril 1948.
- 15 - Directeur des divers travaux de thèse suivants : "Les tribunaux de mineurs" de M. Hector Trullàs; "De la question de savoir si les délits d'imprudence donnent lieu à une responsabilité criminelle", de M. Luis Coronado Lira, 1942; "La monnaie", de M. Enrique Salazar L., 1945; "Les accidents du travail", de M. Ricardo Chávez Nackmann, 1945; "La démocratie", de M. Julio César Ordóñez, 1945; "Les impôts publics", de M. Carlos González-Lanforth, 1946; "Pour une conception du fait juridique", de M. Emilio Arenales Catalan, 1958; "Pour un humanisme politique", de M. Armando Bravo López, 1958; et "Le sens de la justice", de M. Carlos Gracias Arriola, 1952.
- 16 - Membre des jurys des concours de rhétorique organisés par l'Association d'étudiants El Derecho, 1949-1950 et 1952.

FONCTIONS EXERCEES A LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES

- 1 - Professeur de sociologie, 1943;
- 2 - Professeur enseignant le droit économique (deuxième année), 1941;
- 3 - Examineur titulaire : principes d'économie pure, 1945;
- 4 - Examineur titulaire : sociologie, 1945.

FONCTIONS EXERCEES A L'EX-INSTITUT DE DROIT DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE DU GUATEMALA

Professeur chargé d'enseigner les éléments du droit constitutionnel et civil en 1949.

AUTRES FONCTIONS CULTURELLES:

- 1 - Membre du jury (droit) du deuxième concours national de culture organisé par le Gouvernement de la République d'El Salvador par l'intermédiaire de son Ministère de la culture, 1956;
- 2 - Membre du jury (philosophie) du troisième concours national de culture organisé par le Gouvernement de la République d'El Salvador par l'intermédiaire de son Ministère de la culture, 1957;
- 3 - Représentant du Gouvernement guatémaltèque à la Table ronde interaméricaine organisée en 1954 à San José de Costa Rica sur le thème "Les problèmes de l'enseignement des sciences sociales";
- 4 - Membre du Comité consultatif du Séminaire guatémaltèque d'intégration sociale;
- 5 - Membre de la délégation guatémaltèque à l'Assemblée générale de l'Ecole supérieure d'administration publique d'Amérique centrale (ESAPAC), qui a son siège à San José de Costa Rica, 1956;
- 6 - Membre de la Société mexicaine d'études humanistes;
- 7 - Président du Comité d'honneur guatémaltèque d'action pour l'unité latino-américaine;
- 8 - Président de la Commission culturelle de la Cámara Junior, 1953;
- 9 - Président de l'Institut guatémaltèque de culture hispanique;
- 10 - Président de l'Institut guatémaltèque américain;
- 11 - Chef de la délégation guatémaltèque à la huitième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) tenue à Montévidéo en 1954;
- 12 - Délégué de l'Association d'étudiants "El Derecho" au Congrès universitaire national, 1949;
- 13 - Président de session du Séminaire guatémaltèque d'intégration sociale, 8 juin 1956;
- 14 - Membre correspondant de l'Institut international pour l'étude et le développement des relations humaines, Venise;

- 15 - Directeur de la Commission guatémaltèque de coopération avec l'UNESCO;
- 16 - Coordonnateur du Séminaire d'enseignement spécial;
- 17 - Juge intérimaire de première instance à Retalhuleu (fonctions effectivement exercées pendant une courte période) en 1938;
- 18 - Administrateur-secrétaire de la Commission américaine permanente d'aéronautique, 1946;
- 19 - Magistrat suppléant (ayant exercé) à la première Chambre de la Cour d'appel, 1945;
- 20 - Administrateur de deuxième classe au Conseil directeur de l'Ordre des avocats, 1949;
- 21 - **Secrétaire** de la Commission bancaire de la première réunion des Ministres des finances des Républiques américaines, tenue au Guatemala en 1939;
- 22 - Administrateur au Comité de coopération économique de l'isthme centraméricain, 1955;
- 23 - Membre de la Commission consultative du Gouvernement guatémaltèque pour l'affaire Nottebohm, 1955;
- 24 - Ministre plénipotentiaire en mission spéciale auprès du Gouvernement de la République du Honduras et membre de la délégation guatémaltèque à la cérémonie d'investiture du Président de la République du Honduras, M. Ramon Villeda Morales;
- 25 - Membre de la Commission supérieure pour l'Année internationale de l'éducation, 1970;
- 26 - Membre de la Commission des activités de l'Année mondiale de la population;
- 27 - Membre du Tribunal d'honneur de l'Ordre des avocats, 1959-1960;
- 28 - Président honoraire du sixième Congrès national de médecine;
- 29 - Membre honoraire du troisième Congrès de pédiatrie d'Amérique centrale, 1956;
- 30 - Membre fondateur de l'Académie de la langue Maya-Quiché;
- 31 - Membre honoraire de l'Ordre des pharmaciens du Costa Rica;
- 32 - Membre honoraire du Comité international (section guatémaltèque) de l'Association espérantiste.

#### DISTINCTIONS

- 1) Premier prix (médaillon d'or et diplôme) de rhétorique au concours général des élèves des établissements **postprimaires**, Antigua Guatemala, juin 1930;
- 2) Lauréat du concours organisé par la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université nationale du Guatemala pour une biographie du philosophe René Descartes à l'occasion du troisième centenaire de la parution du "Discours de la méthode";
- 3) Bibliothécaire de la Faculté des sciences juridiques et sociales, 1936 (titre octroyé pour avoir obtenu la meilleure moyenne de la promotion de l'année précédente);



- 4) Premier prix "Galvez" (médaille d'or et diplôme) pour la thèse présentée pour l'obtention du diplôme professionnel sur le thème "La pensée juridique au XVIIIème siècle" (essai historique et critique);
- 5) Prix décerné dans le cadre des jeux floraux pour la section guatémaltèque lors du concours organisé en 1941 à Lomas de Zamora, Buenos Aires (République Argentine), par l'Institution culturelle argentine "Juan María Gutiérrez", sur le thème "Influence de l'Espagne sur la civilisation américaine";
- 6) Bourse accordée sur concours par la Commission nationale de la culture de la République Argentine en 1947 pour poursuivre des études de philosophie du droit dans les universités argentines;
- 7) Commandeur de l'Ordre du Roi Alphonse Le Sage, 1955;
- 8) Grand Croix de l'Ordre du Roi Alphonse Le Sage, 1959;
- 9) Diplôme et médaille d'or décernés par l'Ecole supérieure de sciences économiques de l'Occident, 1957;
- 10) Commandeur de l'Ordre hispano-américain William H. Prescott;
- 11) Médaille de membre honoraire de l'Institut de culture hispanique;
- 12) Décoration mexicaine de l'Aigle aztèque;
- 13) Diplôme et médaille d'or décernés par la Municipalité de Quetzaltenango en 1957 pour travaux universitaires effectués en Occident;
- 14) Diplôme décerné par l'Association des étudiants de sciences économiques de l'Occident en 1957;
- 15) Diplôme décerné par l'Association des étudiants en droit de l'Occident, 1957;
- 16) Médaille d'or décernée par l'Association des étudiants vétérinaires, 1957;
- 17) Diplôme décerné par l'Université San Carlos de Guatemala, 1954;
- 18) Diplôme décerné par l'Université San Carlos de Guatemala, 1958;
- 19) Diplôme décerné par la Presse universitaire, 1958;
- 20) Diplôme décerné par le Comité des sports universitaires, 1949;
- 21) Diplôme décerné par le Comité directeur de la société centrale ouvrière de Quetzaltenango, 1957;
- 22) Diplôme décerné par l'Ecole nationale urbaine mixte de San Miguel Petapa, 1961;
- 23) Diplôme décerné par la Direction générale du tourisme et son Conseil consultatif, 1957;
- 24) Diplôme décerné par l'American Hospital Association, 1956;
- 25) Diplôme décerné par la Camara Junior du Guatemala pour coopération à la onzième foire populaire du livre en 1959;
- 26) Diplôme décerné par la Direction de l'Ecole des sciences économiques de l'Occident en 1957;
- 27) Médaille de l'Institut Antonio Barrazaabal, 1974-75.

ETUDES PUBLIEES OU INEDITES DONT LA VERSION ORIGINALE EST JOINTE AU PRESENT DOCUMENT

## 1. Prolégomènes philosophiques :

- a) Le problème initial de la philosophie;
- b) L'idée classique de l'Etre;
- c) La théorie de l'objectivité.

## 2. L'essence de l'acte moral :

- a) Ethique et morale;
- b) Normativité et liberté;
- c) Valeurs et normes;
- d) Normes morales et normes juridiques;
- e) Ethique et culture.

## 3. La science du droit :

- a) La philosophie et l'existence des choses;
- b) Le droit en tant qu'objet culturel;
- c) La science et la philosophie du droit;
- d) Science du droit et axiologie juridique.

## 4. Discours universitaires :

Discours prononcés à l'occasion des cérémonies suivantes : remise d'oeuvres françaises à l'Université à l'occasion de l'obtention de diplômes universitaires, 1955-1956-1957; hommage au poète Rafael Bandivar à l'occasion de cérémonies d'inauguration universitaires à Quetzaltenango ; présentation de Garcia Haynes ; discours sur l'idéalisme; discours sur la femme en Amérique lors de la réunion de la ligue Panaméricaine; inauguration du Séminaire social guatémaltèque; à l'occasion de son entrée en fonctions en tant que Recteur de l'Université San Carlos; ouverture du sixième Congrès national de médecine; inauguration des Humanités de l'Occident; inauguration du Buffet populaire; inauguration de la deuxième semaine d'information professionnelle; inauguration du Livre espagnol contemporain; ouverture du quatrième Congrès indigène inter-américain; remise du diplôme de Docteur honoris causa au Maître José Vasconcelos; ouverture du premier Congrès des avocats et notaires d'Amérique centrale; Journée du Maître; Journée de la Patrie; le 15 septembre 1959; huitième Assemblée générale de l' UNESCO à Montevideo; présentation de l'huile de Saint Innocent XI à l'Université San Carlos B. à Antigua Guatemala pour la Journée du Maître.

## 5. La pensée juridique au XVIIIème siècle (essai historique et critique).

6. AUTRES OEUVRES LITTERAIRES ET PHILOSOPHIQUES

- a) Gómez Carillo y su obra.
- b) Teresa de Avila.
- c) Lope de Vega y su obra.
- d) Amiel.
- e) El perfil gitano de Garcia Lorca.
- f) La silueta del Hermano Pedro.
- g) La unidad espiritual de America.
- h) El crepúsculo de los filósofos.
- i) Vasconcelos y su concepción estética.
- j) Influencia de España en la civilización de America.
- k) Panorama biográfico de Renato Descartes.
- l) La adolescencia como evasión y retorno. Comentario sobre una obra de Arévalo 1944.
- m) El racionalismo y la teoria egológica del Derecho.
- n) Ariel sobre los Andes (o el pensamiento de José Enrique Rodó (inédit)).
- o) El hombre y el estado (inédit).
- p) Filosofia y Derecho.
- q) Alejandro Korn y el sentido de la Libertad creadora.
- r) El concepto del Estado.

Guatemala, Août 1974.

M. TROELS FINK

(Candidature proposée par le Gouvernement danois)

Né à Aabenraa le 18 avril 1912.

A passé l'examen d'entrée à l'université en 1930, a étudié l'histoire et l'allemand aux universités de Copenhague, Vienne et Kiel jusqu'à l'obtention du diplôme de l'Université de Copenhague (1936); doctorat conféré en 1942 par l'Université de Copenhague après soutenance d'une thèse sur "Le mouvement des 'enclosures' dans le Duché de Schleswig jusqu'en 1970", maître-assistant (Université d'Aarhus) d'histoire du Schleswig septentrional, 1946, professeur associé, 1946, et professeur titulaire, 1950.

Conseiller auprès du Ministère des affaires étrangères sur les problèmes du Schleswig, 1946-1959. Membre d'une délégation danoise chargée de mener des négociations sur les minorités nationales des deux côtés de la frontière germano-danoise, qui ont abouti aux déclarations publiées à Bonn et à Copenhague, 1955. Nommé Consul général du Danemark à Flensburg, 1955. Membre de la délégation danoise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1961 et, à nouveau, en 1966.

Publications: (en danois) "Rids af Soenderjyllands Historie" (Aperçu de l'histoire du Schleswig septentrional) (1943) et "Soenderjyllands siden Genforeningen i 1920" (Le Schleswig septentrional après la Réunion de 1920) (1955). Les deux ouvrages ont été traduits en allemand, en 1958, sous le titre "Geschichte des schleswigschen Grenzlandes". Deux monographies plus importantes (en danois) intitulées "Ustabil Balance" (Equilibre instable) (1961) et "Spillet om Dansk Neutralitet" (La neutralité danoise est en jeu) (1959) traitent de la politique étrangère du Danemark et de sa politique en matière de défense de 1894 à 1909. Deux ouvrages moins importants "Fem Foredrag om Dansk Udenrigspolitik efter 1864" (cinq conférences sur la politique étrangère danoise après 1864) (1958) et "Otte Foredrag om Danmarks Krise 1863-64" (huit conférences sur la crise danoise de 1863-1864) (1964), ont été traduits en allemand en 1968 et publiés en un seul volume sous le titre "Deutschland als Problem Dänemarks". Un chapitre sur les problèmes des minorités germano-danoises en 1955 a été inclus dans cet ouvrage.

Membre de l'Académie royale danoise des sciences et des lettres, de la Société royale d'histoire naturelle, de la Société savante de Aarhus, de la Société des sciences de Lund (Suède).

A reçu le prix de la culture de la ville de Kiel, 1971.

Membre honoraire de la Société historique du Schleswig septentrional.

M. Manoutchehr GANDJI

(Candidature proposée par le Gouvernement iranien)

Né le 7 juin 1931

#### Diplômes universitaires:

- B.A. et M. A. en sciences politiques et en relations internationales, Université du Kentucky (Etats-Unis d'Amérique).
- Doctorat en droit international de l'Institut d'études internationales de Genève (Suisse)
- Diplôme de droit international de l'Université de Cambridge (Angleterre)

#### Fonctions exercées

- Actuellement professeur de droit international et d'organisations internationales à la Faculté de droit de l'Université de Téhéran et conseiller du Premier Ministre
- Doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques (Université de Téhéran, 1969-1971)
- Secrétaire général du Centre d'études supérieures
- Activités de recherche et de formation pour les questions internationales (Université de Téhéran, 1966-1969)
- Secrétaire général du Comité iranien des droits de l'homme (1967-1969)
- Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies pour la préparation d'une étude sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les Etats Membres de l'ONU: ce rapport porte les cotes E/CN.4/1108/Add.1 à 9 et E/CN.4/1131.

- Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies pour l'étude de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique australe (1967 et 1968) : ces rapports portent les cotes E/CN.4/949/Add.1 à 8 et E/CN.4/979/Add.1-7
- Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Association de droit international
- Membre du Séminaire d'experts du droit international chargé d'étudier la question du droit d'asile territorial (Bellagio, Italie, avril 1971)
- Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du travail, septembre 1961, septembre 1962, Genève (Suisse)
- Membre du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Division des droits de l'homme, New York, février 1963, janvier 1966
- Membre du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (1961-1963)
- Représentant de l'Iran à la troisième commission de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1958)
- Conseiller juridique de la délégation iranienne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1960)
- Adjoint au représentant de l'Iran à la session de 1957 de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (mars-avril 1957)
- Secrétaire général de la délégation iranienne à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968)
- Membre suppléant de la délégation iranienne à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (sessions de 1967, 1968 et 1973)

Fonctions exercées dans l'enseignement:

- Professeur de droit international et d'organisations internationales à la Faculté de droit de l'Université de Téhéran (à partir de 1965)
- Professeur de droit international et d'organisations internationales au Centre d'études et de recherche internationales de l'Université de Téhéran (à partir de 1966)

Publications

1. Livres

- La protection internationale des droits de l'homme (librairie Droz, Genève, 1962)
- Droit public international, vol.1 (en langue persane, Université de Téhéran, 1969)
- L'Organisation des Nations Unies, théorie et pratique (en langue persane, 3 volumes, 1974)

## 2. Articles

- La première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Bulletin du Ministère iranien des affaires étrangères, octobre 1958)
- Modalités d'application des mesures de protection internationale des droits de l'homme (Université de Téhéran, Bulletin de la Faculté de droit, volume 1, No 1, 1970)
- Les Nations Unies et le désarmement (Université de Téhéran, Bulletin de la Faculté de droit, volume 1, No 4, 1971). De même que trois autres articles (sur le conflit israélo-arabe, sur les politiques de groupe aux Nations Unies et sur la représentation de la Chine à l'ONU) parus également dans le Journal de droit de l'Université de Téhéran (1971).

M. José D. INGLES

(Candidature proposée par le Gouvernement philippin)

### Etudes et diplômes

- B.A. (philosophie) et LL.B. (1932), Université des Philippines
- Master of Laws (1937) et Doctor of Civil Law (1938), Université de Sto. Tomas, Manille
- Etudes post-universitaires (droit international et relations internationales) (1947-1950), Columbia University, New York.

### Fonctions officielles:

- Secrétaire particulier d'un Juge membre de la Cour Suprême, 1936
- Conseiller juridique au Cabinet du Président de la République des Philippines, 1936-1939
- Secrétaire et conseiller technique de la Code Commission, 1939-1941
- Procureur général adjoint, 1941-1942
- Juge de première instance, 1942-1943
- Secrétaire exécutif adjoint au Cabinet du Président de la République des Philippines, 1944-1945
- Jurisconsulte du Sénat des Philippines, 1945-1946

### Fonctions diplomatiques

- Conseiller juridique de la délégation des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1946-1954
- Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1955-1956
- Représentant permanent par intérim auprès de l'Organisation des Nations Unies (août-octobre 1974)
- Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire (1956-1958) et ~~Ambassadeur~~ extraordinaire et plénipotentiaire (1958-1962) en République fédérale d'Allemagne

- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (1962-1966) au Royaume de Thaïlande
- Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1966- )
- Secrétaire d'Etat par intérim aux affaires étrangères à diverses occasions (1966-1974)

Conférences des Nations Unies :

- Assemblée générale : membre de la délégation des Philippines (1946-1954) et vice-président de la délégation des Philippines (1955, 1963, 1965-1969, 1974)
- Vice-Président de la Quatrième Commission, 1951
  - Vice-Président de la Commission politique spéciale, 1963 et 1965
  - Président de la Commission de vérification des pouvoirs, 1974
- Conseil de sécurité : représentant suppléant (1947-1949; 1957)
- Conseil de tutelle : représentant suppléant (1947-1949), président de la délégation des Philippines, Genève (1950)
- Cour internationale de Justice : plaidoirie orale (avis consultatif sur le statut international du Sud-Ouest africain), La Haye, 1950
- Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes : Vice-Président, 1951
- Conseil économique et social : représentant suppléant (1951)
- Président de la délégation des Philippines, Santiago du Chili (1952)
- Sous-Commission de la liberté d'information et de la presse : membre, 1947
- Commission des droits de l'homme : membre, 1949, 1953-1954, 1973; Rapporteur et Président par intérim (1954); Président du Groupe de travail pour le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (1973)
- Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités : membre : 1954-1974; Rapporteur : 1954-1958; Vice-Président : 1959; Président : 1960-1962; Rapporteur spécial pour "l'étude des mesures discriminatoires en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de retourner dans son pays", 1962
- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : membre, 1970-1973
- Vice-Président de la délégation des Philippines à la Conférence internationale des droits de l'homme, Téhéran, 1968
  - Vice-Président de la délégation des Philippines au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans, New York-Genève, 1971-1973
  - Vice-Président de la délégation des Philippines à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, décembre 1973; Caracas, juin-août 1974
  - Président de la délégation des Philippines à la Conférence ministérielle du Groupe des 77 de la CNUCED, Alger, 1967
  - Président de la délégation des Philippines à la Conférence générale de l'UNESCO, Paris (douzième session ordinaire, 1970; première (1948) et troisième (1973) sessions extraordinaires).

Autres conférences internationales :

Secrétaire général de la Conférence au sommet de Manille, 1966

Président de la délégation philippine aux conférences suivantes :

- 1) Réunion ministérielle du Plan de Colombo, Karachi, 1966
- 2) Conférence ministérielle de l'OTASE, Wellington, 1968
- 3) Réunion ministérielle des sept nations alliées au Vietnam, Wellington, 1968
- 4) Réunions des secrétaires généraux de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), Djakarta, février 1968; Kuala Lumpur, mai 1968; Singapour, avril 1969
- 5) Réunions des hauts fonctionnaires de l'ASEAN, Kuala Lumpur, juillet 1972; Djakarta, décembre 1972; Baguio, juin 1973; Singapour, mars 1974
- 6) Conférence ministérielle de l'ASEAN, cinquième session ordinaire, Singapour 1972

Décorations : Grand Croix de l'Ordre du Mérite (République fédérale d'Allemagne); Très Noble Ordre de la Couronne (Thaïlande); Ordre suprême de l'Eléphant blanc (Thaïlande); Grand Croix de l'Ordre de Mai (Argentine); Grand Croix de l'Ordre de Léopold II (Belgique); Ordre national du Vietnam (première classe).

\* A épousé Josefina M. Feliciano de Biñan (Laguna, 1942)  
Enfants : Jose Jr, Hector, Joséphine et Theresita.

11) M. BRANIMIR M. JANKOVIC

(Candidature proposée par le Gouvernement yougoslave)

Né en Yougoslavie en 1920.

Professeur de droit international à l'Université de Belgrade.

Directeur de l'Institut yougoslave des sciences sociales (Belgrade).

Diplômé de droit civil et docteur en droit de l'Université de Belgrade.

Vice-Recteur de l'Université de Belgrade de 1962 à 1965.

Organisateur et premier Recteur de l'Université de Nis.

Membre du Comité yougoslave pour l'UNESCO.

Président du Conseil international des sciences sociales de l'Université de Belgrade. A été Président de "l'Université d'aujourd'hui" (cycle d'études international tenu à Dubrovnik). Président de la Ligue des sociétés yougoslaves pour le droit international.



A donné des conférences sur les droits de l'homme, le droit international et la théorie du droit dans plusieurs universités (en France, en URSS, aux Etats-Unis, en Pologne, en Inde, en Egypte, dans la République fédérale d'Allemagne, en Roumanie). A fait partie à plusieurs reprises de délégations yougoslaves, notamment à l'Assemblée générale des Nations Unies, à la première Conférence des recteurs des pays balkaniques, à la Conférence de New Delhi pour la paix et la coopération, à des réunions d'experts de l'UNESCO à la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran (membre du Comité de rédaction de la Conférence). Représentant de la Yougoslavie à la Commission des droits de l'homme et membre des groupes de travail de la Commission.

Auteur des ouvrages suivants : Modern Views on International Law, 1953; Introduction to Modern International Law, 1953; Problems of International Law, 1957; International Law and Relations, 1964; International Public Law System (2 volumes), 1958, 1960 et 1970.

A publié plusieurs articles dans des revues scientifiques en Yougoslavie, en France, en Allemagne, en Pologne, aux Etats-Unis, en République arabe d'Egypte, aux Pays-Bas, etc.

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Mme Renu JOTIDILOK

(Candidature proposée par le Gouvernement thaïlandais)

Date de naissance : 20 septembre 1921

Résidence : 1 Soi Apaisongkram Paholyothin Rd., Bangkhen, Bangkok, Thaïlande

Etudes : - 1941 LL.B. (baccalauréat en droit) Université de Thammasat  
- 1951 M.A. (administration sociale), Ohio State University, Etats-Unis d'Amérique

Fonctions actuelles : - Directeur de la Division de la protection sociale de l'enfance et de l'adolescence, Département de la protection sociale, Ministère de l'intérieur.  
- Chargé de cours à la Faculté d'administration sociale de l'Université de Thammasat.  
- Chargé de cours à l'Ecole d'administrateurs de district, Département de l'administration locale, Ministère de l'intérieur.  
- Correspondant national du Secrétariat de l'ONU en ce qui concerne la prévention du crime et le traitement des délinquants.

- Expérience internationale :
- 1956 : membre de la délégation thaïlandaise à la neuvième Conférence sur la protection sociale, Munich (Allemagne).
  - 1956 : voyage d'étude sur le Programme de service social en Angleterre.
  - 1958-1960 : spécialiste des questions sociales, Section du service social, Siège de l'ONU (New York).
  - 1960 : membre de la délégation thaïlandaise à la Conférence sur la protection de la famille et de l'enfance, Kuala Lumpur (Malaisie).
  - 1961 : membre de la délégation thaïlandaise à la dixième Conférence sur la protection sociale (Italie).
  - 1962 : membre de la délégation thaïlandaise au Séminaire sur la formation concernant la protection de la famille et de l'enfance (Bangkok). A été élue Présidente de la Conférence.
  - 1963 : Voyage d'étude sur la protection de l'enfance et de l'adolescence en Israël.
  - 1964 : formation dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants au Japon.
  - Membre de la délégation thaïlandaise à la treizième Conférence sur la protection sociale (Etats-Unis d'Amérique).
  - 1967 : a été élue membre du Bureau exécutif de la Fédération internationale des assistants sociaux et, avec l'autorisation des membres du Cabinet, la Thaïlande a accueilli la Conférence de la Fédération internationale des assistants sociaux à Bangkok.
  - 1968 : membre de la délégation thaïlandaise au deuxième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Suisse).
- Membre de la délégation thaïlandaise à la quatorzième Conférence sur la protection sociale (Finlande).
- 1970 : membre de la délégation thaïlandaise à la Conférence internationale sur la protection de l'adolescence (Suisse).
  - 1972 : membre de la délégation thaïlandaise à la seizième Conférence sur la protection sociale (Pays-Bas).

## M. MOHAMED AHMED KHALIFA

(Candidature proposée par le Gouvernement de la République arabe d'Egypte)

Date de naissance : 1er octobre 1923

Situation de famille : Marié, trois enfants

Titres : LL.B (baccalauréat en droit) (1943) et Ph.D (doctorat) en sociologie du droit (1959)

Connaissances linguistiques : Anglais, arabe, français

Dernières fonctions : Ministre des affaires sociales (jusqu'en juin 1967)

Précédentes fonctions : Professeur invité aux universités du Caire, d'Ein Shams et de Bagdad (Irak)  
Procureur  
Membre de l'Assemblée nationale

Fonctions actuelles : Professeur et Directeur du Centre national de recherche sociale du Caire

Fonctions exercées actuellement à l'étranger : Président du Comité consultatif d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants  
Membre du Bureau de la Société internationale de criminologie (Paris)  
Représentant (depuis 1966) de l'Egypte à la Commission du développement social des Nations Unies  
Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Précédentes fonctions à l'étranger : Représentant de la République arabe d'Egypte à la Commission des stupéfiants de l'ONU (1962 et 1963)

Fonctions sur le plan national : Vice-Président du Conseil suprême du Croissant-Rouge de l'Egypte  
Membre du Conseil supérieur du planning familial  
Président de l'Association générale pour le planning familial  
Membre du Comité présidentiel pour la réforme pénale  
Membre de la Commission supérieure de la réforme rurale (Ministère de la recherche scientifique)  
Membre de la Commission de la planification régionale d'Assouan  
Rédacteur en chef de la Revue nationale de science sociale

Participation à des conférences et réunions

: A participé aux travaux de plusieurs commissions et congrès internationaux, ainsi qu'à des réunions et à des missions scientifiques depuis 1949. A participé en qualité de représentant officiel, à beaucoup de réunions où il l'a rempli, en plusieurs occasions, les fonctions de Président, de Vice-Président et de Rapporteur général

A occupé le poste de Président de la Conférence africaine des ministres de la protection sociale, qui s'est tenue au Caire en avril 1967.

Mme KEZIA NJERI EGERIA KINYANJUI

(Candidature proposée par le Gouvernement kényen)

Date de naissance : 23 septembre 1935

Etudes :

1952-1954 : Alliance Girls High School; a passé le diplôme d'études secondaires du Kenya (KASSE)

1955-1956 : Ecole normale; a obtenu le certificat d'aptitude à l'enseignement (T/2)

1957-1959 : Cours par correspondance de Cambridge; a obtenu le certificat de l'Ecole

1961-1962 : Université de Besançon (France); études de français

1962-1964 : Ecole des Hautes Etudes, Paris (France); a obtenu le diplôme d'études sociales et d'études internationales

1962-1964 : Alliance française; a obtenu le diplôme de langue française

1965 : Université de Columbia (New York); Carnegie Fellow en diplomatie et affaires internationales

1968-1970 : St. Johns University (New York); M.A. (sciences politiques)

Carrière :

1957-1961 : Professeur au cours moyen pour filles de Kabete

septembre-décembre 1964 : Chef du Service administratif au Cabinet du Premier Ministre

janvier 1965 : Chef du Service administratif au Cabinet du Vice-Président

1966 : Chef du Service administratif au Ministère des affaires étrangères

avril 1966-avril 1971	Attaché à la Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
21 avril 1971-mai 1974	Troisième Secrétaire à la Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
juin 1974	Deuxième Secrétaire à la Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

Mme Kinyanjui a beaucoup voyagé aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et en Europe orientale.

Elle a été membre de la délégation kényenne aux vingt-sixième, vingt-huitième et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de janvier 1972 au 31 décembre 1974.

Mme Kinyanjui s'occupe actuellement des questions relatives aux droits de l'homme à la Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. ASSEFA LIBEN

(Candidature proposée par le Gouvernement éthiopien)

Date de naissance : février 1932

Lieu de naissance : Goba, Bale

Nationalité : Ethiopienne

Etudes

1. Formation éthiopienne traditionnelle dans diverses écoles de village et écoles religieuses.
2. Enseignement élémentaire moderne à l'école Hailé Selassié Ier (externat) à Addis Abéba; a terminé ce cycle en 1948.
3. Ecole secondaire Hailé Selassié Ier de 1949 à 1953; a obtenu :
  - a. le certificat de fin d'études secondaires éthiopien
  - b. le certificat de fin d'études secondaires de Grande-Bretagne
4. Collège universitaire d'Addis Abéba de 1954 à 1957 : B.A.
5. Faculté de droit à l'Université McGill à Montréal (Canada) de 1958 à 1960; LL.B en droit commercial.

### Carrière

1. De septembre 1960 à juillet 1962, Conseiller juridique au Ministère du commerce et de l'industrie.
2. Procureur général adjoint au Ministère de la Justice (août 1962 à décembre 1965).
3. Greffier de la Haute Cour (janvier 1966 à juin 1966).
4. Juge à la Haute Cour (juillet 1966 à juillet 1970).
5. Vice-Président de la Haute Cour (août 1970 à avril 1973).
6. En 1974, a été nommé Vice-Ministre au Ministère de la Justice. Après avoir travaillé pendant quelques mois comme chef du Département juridique, a été élu par le Parlement membre d'une commission d'enquête chargée d'enquêter sur d'anciens fonctionnaires du gouvernement.
7. En 1974, a été élu par la population de la province de Wollo pour représenter ladite province au Conseil consultatif.

### Autres activités professionnelles

1. A enseigné le droit (cours du soir) à la Faculté de droit de l'Université H.S.Ter pendant plus de six ans.
2. A présenté un programme de droit ("Le droit de la société") une fois par semaine pendant huit années consécutives sur les ondes de Radio Ethiopie. Ce programme avait pour objet de familiariser le public avec les nouvelles lois et, plus particulièrement, de faire comprendre les droits et devoirs du citoyen.
3. A été pendant cinq ans membre du Comité du Prix de littérature amharique.
4. Membre désigné de l'Académie nationale de langue amharique.
5. Membre désigné de la Commission chargée de l'élaboration de la constitution de 1974.
6. Membre de la Société des amis des études éthiopiennes.

M. ERNESTO NAVARRO RICHARDSON

(Candidature proposée par le Gouvernement nicaraguayen)

Le curriculum vitae sera communiqué à une date ultérieure.

M. ERIK NETTEL

(Candidature proposée par le Gouvernement autrichien)

Date de naissance : 18 avril 1928 à Vienne

1952 Docteur en droit de l'Université de Vienne

1952/53 Stages dans divers tribunaux à Vienne

1954/60 Fonctionnaire au Service du contentieux de l'Etat  
(Finanzprokuratur)

1958 Avocat

1960/64 Ministère des finances, Département des règlements financiers  
internationaux

1964 Conseiller juridique adjoint au Ministère fédéral des affaires  
étrangères

1965 Membre du deuxième Colloque international sur la Convention  
européenne des droits de l'homme

Membre de la délégation du Gouvernement autrichien à la  
vingt et unième Conférence de la Croix-Rouge internationale

De 1965 à ce jour Membre de divers comités d'experts du Conseil de l'Europe et  
représentant de l'Autriche au Comité européen de coopération  
juridique

Agent du Gouvernement fédéral autrichien dans tous les débats  
de la Commission européenne des droits de l'homme et du Tribunal  
européen des droits de l'homme

De 1965 à 1972 Représentant de l'Autriche à la Troisième Commission et, le cas  
échéant, à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des  
Nations Unies (de la vingtième à la vingt-sixième sessions).  
Représentant suppléant de l'Autriche à l'Assemblée générale  
(de la vingt-troisième à la vingt-septième sessions)

De 1966 à ce jour Membre de la Commission des examens de l'Etat à l'Université  
de Vienne; discipline : droit international

Membre de la délégation autrichienne à la Commission permanente  
et Président adjoint de la délégation autrichienne au Comité de  
conciliation, ces deux organes étant établis en vertu du Traité  
de finances et de compensation conclu entre la République  
autrichienne et la République fédérale d'Allemagne

1967 Vice-Président de la Troisième Commission à la vingt-deuxième  
session de l'Assemblée générale des Nations Unies

1967-1968 Membre du Comité autrichien de coordination pour la préparation  
de l'Année internationale des droits de l'homme

1968-1969 Membre de la délégation autrichienne à la Conférence des  
Nations Unies sur le droit des traités

- 1968 Chef de la délégation autrichienne à la Conférence internationale des droits de l'homme à Téhéran
- Président de la Troisième Commission à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- De 1969 à ce jour Membre de la Sous-Commission des Nations Unies de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; Vice-Président en 1971
- Conseiller juridique principal au Ministère des affaires étrangères; Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
- De 1969 à 1972 Agent du Gouvernement fédéral autrichien dans les débats du Tribunal d'arbitrage relatifs à l'interprétation du Traité de finances et de compensation conclu entre la République autrichienne et la République fédérale d'Allemagne
- 1970 Membre du Troisième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme
- Représentant de l'Autriche à la dix-septième conférence de l'OACI
- 1970-1971 Président par intérim du Comité autrichien de coordination pour la préparation de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale
- 1971 Président de la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole sur les substances psychotropes
- 1971-1972 Représentant de l'Autriche au Sous-Comité juridique du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
- 1971 Représentant de l'Autriche à la dix-huitième Conférence de l'OACI
- Participant à la Conférence parlementaire sur les droits de l'homme à Vienne
- 1972 Président du Colloque multidisciplinaire sur la pharmacodépendance organisé par le Conseil de l'Europe
- Président du Séminaire des Nations Unies sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique
- 1973 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
- Membre de la commission autrichienne chargée d'étudier les problèmes de la minorité slovène en Carinthie

Membre des associations suivantes :

"Oesterreichischer Juristentag";  
Association autrichienne pour la politique étrangère et les relations internationales  
Association allemande de droit international  
Association de droit international, section autrichienne (Vice-Président)



## M. GONZALO ORTIZ MARTIN

(Candidature proposée par le Gouvernement costa-ricien)

- 1908 Né à Cartago (Costa Rica) le 28 juin. Fils de Jorge Ortiz Escalante et d'Angela Martin Mora. Etudes primaires dans sa ville natale et études secondaires au Collège de San Luis Gonzaga où il a obtenu le baccalauréat en sciences et lettres en 1924. Ecole de droit de San José de Costa Rica : a obtenu le titre d'avocat en 1929.
- 1931 Professeur d'éducation civique au Collège de San Luis Gonzaga.
- 1936 Professeur d'Etat d'éducation civique. Cours orientés sur les garanties individuelles. Essai sur la constitution du Costa Rica.
- 1933 Mariage avec Isabel Martén Tinoco : une fille (Isabel).
- 1940 Secrétaire à l'Ambassade du Costa Rica à Mexico.
- 1942 Chef du contentieux du Service national d'électricité.
- 1949 Membre de l'Assemblée nationale dont il est secrétaire élu.
- 1949 Député à l'Assemblée législative dont il est secrétaire.
- 1951 Délégué de l'Assemblée devant le Sénat de Rome (Italie).
- 1953 Ambassadeur du Costa Rica en Argentine et au Chili.
- 1958 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- 1959 Chef de la délégation costa-ricienne au Conseil économique et social des Nations Unies au Mexique, à Genève et à New York.
- 1960 Président de la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1961-1962 Vice-Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1961 Président du Groupe latino-américain de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1969 Membre de la délégation costa-ricienne à la Conférence de l'Organisation des Etats américains sur les droits de l'homme.
- 1970 Elu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes.
- 1970 Elu Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- 1973 Réélu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Publications concernant les droits de l'homme

- "Estudios sobre los Derechos Humanos en relación con la Constitución de Costa Rica" (études sur les droits de l'homme eu égard à la Constitution du Costa Rica).
- "Los Derechos Humanos" (les droits de l'homme) - publié en éditorial dans "La Nación" (trois pages dans trois numéros successifs).
- "La Discriminación racial" (la discrimination raciale) publié sur trois pages dans l'éditorial de "La Nación" et dans le Bulletin de l'UNESCO.

Autres activités

Professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica et auteur du Cours de droit international privé qui a obtenu le prix Alberto Brenes Córdoba et a été publié par l'Ordre des avocats.

Décorations et distinctions académiques

Ordres de San Carlos de Colombia, Isabel la Católica de Espagne (conféré à Saint Jacques de Compostelle pour ses travaux sur les rapports entre le droit international privé et le droit au travail) - Boursier du Colegio de Honor du Colegio Mayor de Saint Jacques de Compostelle.

M. JOSE JOAQUIN CAICEDO PERDOMO

(Candidature proposée par le Gouvernement colombien)

Lieu de naissance : San José de Costa Rica  
Date : 21 octobre 1945  
Nationalité : colombienne  
Etat civil : marié  
Epouse : Elyzabeth Demoulin de Caicedo  
Nationalité : française

1. Etudes

- a) Etudes secondaires : Lycée Janson de Sailly, Paris (France) 1960-1963
- b) Etudes universitaires : Institut d'études politiques - Section relations internationales, Paris (France) 1963-1967

Diplôme de l'Institut d'études politiques

Faculté de droit de l'Université de Paris

Section droit public

Paris (France) 1963-1968

Licencié en droit

- c) Etudes post-universitaires : Troisième cycle, Fondation nationale des sciences politiques - Institut d'études politiques, Paris (France) 1967-1969  
Thèse : "Crise et réforme de l'O.E.A."  
Doctorat en sciences politiques  
Institut d'études européennes - Faculté de droit de l'Université de Paris 1967-1969  
Diplôme de l'Institut d'études européennes (doctorat)  
Thèse : "La deuxième demande d'adhésion du Royaume-Uni au marché commun européen"  
Diplôme d'études supérieures de la Faculté de droit de Paris (France)  
Doctorat en droit public

## 2. Publications et conférences

- Article dans la "Revue générale de droit international public", Paris, N° 3, 1969 : "Les tendances politiques de la Conférence de Vienne de 1969".
- Article dans la revue CONTACTO : "Colombia y el Derecho del Mar" (la Colombie et le droit de la mer), Bogota, juillet 1972.
- Article dans la revue MUTIS : "Crisis y Reforma de la O.E.A." (Crise et réforme de l'OEA), octobre 1972.
- Article dans la revue de la Chambre de commerce de Bogota, N° 11, juin 1973 : "La incorporación de las Decisiones 24 y 37 del Derecho Interno Colombiano" (l'incorporation des décisions N° 24 et 37 du droit interne colombien).
- Article publié dans le livre "Hacia una Conciencia Maritima" (pour une conscience maritime), Bogota, décembre 1973 : "La Problemática Actual del Derecho del Mar" (la problématique actuelle du droit de la mer).
- Conférences sur le droit international américain (Université des Andes - 1972)
- Conférences sur le droit économique international (Université des Andes - 1973)
- Conférences sur le droit international américain (Université des Andes - 1973)
- Textes et documents de droit international public - Bogota, 1974
- Diverses conférences sur le droit international à l'Institut de droit international de Paris, à l'ACEPID de Bogota, à l'ILA et à la SEAP de Bogota.
- Ouvrages en préparation au Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario : Tratado del Derecho Internacional Privado (traité de droit international privé) - Textos y Documentos de Derecho Internacional Privado (textes et documents de droit international privé).

### Participation à des conférences et séminaires internationaux

- Secrétaire de la délégation colombienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités - 1969.
- Séminaire de l'Académie de droit international de la Haye, Conférence de Buenos Aires sur le droit des traités - 1972.
- Séminaire des Nations Unies sur le droit des traités et le droit de la mer, Caracas, 1973.

- Délégué ayant rang de ministre plénipotentiaire à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Caracas, 1974.
- Séminaire du Comité juridique interaméricain - Rio de Janeiro - octobre 1974 (professeur invité).

### 3. Fonctions officielles

- a) Chef de la Division des affaires juridiques du Ministère des relations extérieures, ayant rang de ministre plénipotentiaire : 1970-1971.
- b) Membre de l'Office de planification du Ministère des relations extérieures, ayant rang de ministre plénipotentiaire : 1971-1974.
- c) Secrétaire de la Commission d'études pour la réforme du concordat en Colombie, 1971-1973.
- d) Secrétaire de la Commission d'étude pour la réforme du Code civil (1974).

### 4. Activités universitaires

- Professeur de droit international public :
  - Institut colombien d'études internationales du Ministère des relations extérieures - 1970 à 1974.
  - Université libre - 1971.
  - Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario - 1972 à 1974.
  - Université des Andes - 1973.
- Professeur de droit international privé :
  - Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario - 1971 à 1973.
- Professeur (organisations internationales) :
  - Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1970 à 1972.
- Professeur de droit international américain :
  - Université des Andes - 1972
  - Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1973.
- Professeur de droit international européen :
  - Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1972/1973.
- Professeur de politique internationale colombienne :
  - Ecole d'officiers - 1971.
- Professeur de droit économique international :
  - Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1971 à 1974
  - Université des Andes - 1973/1974
  - Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario - 1973 et 1974.

- Professeur d'histoire diplomatique générale :  
Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1970 à 1972.
- Professeur d'histoire des théories économiques :  
Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1970 à 1972.
- Professeur d'histoire contemporaine :  
Etudes supérieures de sciences politiques - Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1972.
- Professeur d'institutions parlementaires :  
Programme d'études politiques. Pontificia Universidad Javeriana - 1974.
- Directeur des études post-universitaires à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - 1972.
- Coordonnateur général du Séminaire international universitaire sur le bassin de l'Amazonie  
Université de Bogotá Jorge Tadeo Lozano - décembre 1972.
- Directeur de l'Institut de droit international :  
Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario - 1974.

## 5. Langues

	<u>Lit</u>	<u>Ecrit</u>	<u>Parle</u>
Français	Parfaitement	Parfaitement	Parfaitement
Anglais	Parfaitement	Bien	Parfaitement
Portugais	Parfaitement	Assez bien	Bien

## 6. Spécialisation

Droit des traités (jus cogens)

Mécanismes juridiques de l'intégration économique (Marché commun européen, Pacte andin).

Privilèges et immunités diplomatiques.

Organismes internationaux (ONU - OEA - UNESCO).

Nationalité colombienne.

Conflit de lois.

Droit de la mer.

Droit concordataire.

7. Associations

- Membre correspondant de l'Académie colombienne de jurisprudence.
- Vice-Président de l'Association de droit international, section colombienne, février 1974.
- Membre fondateur de l'Association de droit international, 1972.
- Membre de l'Association colombienne d'études politiques internationales et diplomatiques (ACEPID), 1971.
- Membre correspondant du Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies.

8. Distinctions

Ordre Barón de Río Blanco, commandeur (Brésil)

Ordre "Cruzeiro do Sur", commandeur (Brésil)

Ordre de San Carlos, commandeur (Colombie).

M. SYED SHARIFUDDIN PIRZADA

(Candidature proposée par le Gouvernement pakistanais)

Senior Advocate à la Cour suprême du Pakistan.

Né le 12 juin 1923.

A terminé ses études de droit en 1945.

Secrétaire honoraire de Quaid-i-Azam Mohammad Ali Jinnah, fondateur du Pakistan, de 1941 à 1944.

Directeur-rédacteur en chef du quotidien Morning Herald, 1946.

Secrétaire de la Ligue musulmane de la ville de Bombay, de 1946 à 1947.

Professeur à la Faculté de droit musulman du Sind, à Karachi, de 1947 à 1955.

Conseiller auprès de la Commission chargée de l'élaboration de la Constitution du Pakistan, 1961.

Président de la Commission chargée de l'élaboration du droit des sociétés, 1962.

Président de l'Ordre des avocats de la Haute Cour de Karachi, 1964.

Président de l'Association de droit international (Section du Pakistan) de 1964 à 1966.

Conseiller du Pakistan au Tribunal international pour le Rann de Kutch, 1966.

Attorney General du Pakistan de 1965 à 1966 et de nouveau de 1968 à 1971.

Ministre des affaires étrangères du Pakistan de 1966 à 1968.

Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1969.

Président du Conseil de l'Ordre des avocats du Pakistan de 1968 à 1971.

Membre de la Commission sur les voies d'eau internationales de l'Association de droit international.

Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Association de droit international.

Président de la Commission internationale de la vente des objets mobiliers corporels de l'Organisme juridique afro-asiatique.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, 1966.

A présidé la délégation pakistanaise aux sessions de 1966 et de 1967 de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi qu'à la session d'urgence convoquée en raison de la situation au Moyen-Orient.

A représenté le Pakistan à la Conférence de l'Association de droit international à Hambourg en 1958, à La Haye en 1962, à Tokyo en 1964 et de nouveau à La Haye en 1970, et a participé aux réunions relatives aux droits de l'homme et aux problèmes des minorités

A présidé la délégation pakistanaise aux sessions annuelles du Comité juridique consultatif afro-asiatique à Karachi en 1969, à Accra en 1970 et à Colombo en 1971.

A représenté l'Organisme juridique afro-asiatique aux séances de la Commission du droit international à Genève, en 1969.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des juristes du Commonwealth et a pris part aux débats sur les droits de l'homme et les minorités.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des Ministres de la Justice du Commonwealth, 1971.

A représenté le Pakistan devant la Cour internationale de Justice (question de la Namibie) 1971.

Avocat principal du Pakistan dans la plainte déposée par ce pays contre l'Inde auprès de l'OACI et de la Cour internationale de Justice (1971 à 1972), relative au survol de son territoire.

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, de 1972 à 1974.

Auteur de plusieurs ouvrages, notamment des suivants :

- i) Fundamental Rights and Judicial Remedies in Pakistan (Droits fondamentaux et recours judiciaires au Pakistan).
- ii) Evolution of Pakistan (Evolution du Pakistan) (l'ouvrage a été traduit en plusieurs langues, y compris l'arabe).
- iii) Foundation of Pakistan (Fondation du Pakistan), 2 volumes.

Mme NICOLE QUESTIAUX

(Candidature proposée par le Gouvernement français)

Née le 19 décembre 1930.

#### Etudes

Diplômée de l'Institut des sciences politiques de Paris.

Ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration.

Langues : français - anglais.

### Carrière administrative nationale

En fonction depuis 1955 au Conseil d'Etat

Commissaire du Gouvernement près de l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat, 1963-1974

Présidente de la Commission des "personnes âgées" du sixième Plan français de modernisation et d'équipement

Maître de conférences à l'Ecole nationale d'administration

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (cours "Problèmes sociaux contemporains")

### Carrière internationale

Membre de la délégation française à la Commission des droits de l'homme

Suppléant au délégué de la France à la Commission des droits de l'homme

Déléguée de la France au Comité spécial d'examen des rapports périodiques

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de 1972 à 1974

### Activités bénévoles

Membre du Conseil exécutif du Service social international (Genève)

Membre du Conseil d'administration du Service social d'aide aux étrangers (Paris)

Présidente de l'Association de gérontologie (Paris 13ème)

### Ouvrages publiés

Le contrôle de l'administration et la protection des citoyens, Cujas (ouvrage primé en novembre 1974 par l'Académie des sciences morales et politiques).

M. KUNIO SATO

(Candidature proposée par le Gouvernement japonais)

Date de naissance : 28 avril 1901

Adresse permanente : Nitta, Hasama-machi, Tome-gun, Préfecture de Miyagi

Adresse personnelle : 3-2-12 Osawa-kawara, Morioka-shi, Préfecture d'Iwate

Adresse actuelle : Bureau 45, Tribunal de Kioicho, Chiyoda-ku, Tokyo

Etudes et carrière :

mars 1927 : Diplômé de la Faculté de droit de l'Université de Chuo

septembre 1927 : Passe l'examen d'entrée aux postes supérieurs de la fonction publique

octobre 1927 : Passe l'examen d'entrée au Service judiciaire (examen du barreau)



- juin 1931 : Inscrit en qualité d'avocat exerçant (toujours inscrit)
- mars 1959 : Nommé Commissaire aux libertés civiles (toujours en fonction)
- octobre 1952 : Membre du Conseil d'administration de l'Association nationale des commissaires aux libertés civiles (toujours en fonction)
- septembre 1953 : Nommé Visiteur bénévole des prisons (chargé de l'éducation) pour la prison des jeunes délinquants et l'école de formation des jeunes délinquants de Morioka (toujours en fonction)
- avril 1955 : Président de l'Apollo Oil Co. Ltd. (toujours en fonction)
- mars 1964 : Membre du Conseil chargé de recommander les nominations des juges aux tribunaux de procédures sommaires (toujours en fonction)
- juillet 1964 : Président de l'Association régionale de Tohoku des commissaires aux libertés civiles (toujours en fonction)
- juillet 1964 : Voyage d'études en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique pour étudier les problèmes relatifs aux droits de l'homme
- décembre 1968 : Vice-Président de l'Association nationale des commissaires aux libertés civiles (toujours en fonction)
- février 1973 : Président de l'équipe professionnelle de baseball de Yakult (toujours en fonction)
- août 1973 : Voyage d'études à Cuba pour une durée d'un an sur l'invitation de ce pays
- mai 1974 : Membre du Conseil chargé des problèmes de la Dowa (il s'agit d'une classe rejetée par la société) au Cabinet du Premier Ministre (toujours en fonction)

#### Distinctions

- juillet 1967 : Félicité par le Ministre de la Justice pour services éminents de caractère pédagogique rendus dans des établissements correctionnels
- septembre 1968 : A reçu une lettre officielle de félicitations du Directeur général du Bureau du Ministère du travail chargé d'établir les normes en matière de travail pour sa contribution remarquable dans le domaine de l'administration du travail
- novembre 1969 : Félicité par le Ministre du travail pour la contribution éminente qu'il a apportée afin de faire connaître le système de salaire minimum
- mai 1971 : Décoré de l'Ordre impérial du Soleil Levant, troisième classe, pour services éminents rendus dans le domaine de la protection des droits de l'homme

#### Publication

- novembre 1964 : "L'Europe et l'Amérique : impressions d'un campagnard"

M. FREDDIE A. SHORT

(Candidature proposée par le Gouvernement de la Sierra Leone)

- Date de naissance : 3 janvier 1924 à Freetown (Sierra Leone)
- Parents : M. Alfred A. Short, M. B.E., J.P.,  
Percepteur retraité des douanes et des contributions indirectes  
de la Sierra Leone  
et  
Mme Rosamond E. Short (Décédée)
- Etudes : 1) Ecole publique modèle de Freetown (Sierra Leone) - 1930/1938  
2) Ecole secondaire de l'Eglise missionnaire de Freetown  
(Sierra Leone) - 1939/1942  
3) Faculté de droit de l'Université de Londres (étudiant  
extérieur) - 1952  
4) Grays Inn of Courts, (Londres), droit,  
inscrit au barreau en 1959  
5) Officier de liaison adjoint pour la Sierra Leone et  
la Gambie à Londres (Angleterre) (1954-1957)  
6) Secrétaire général adjoint de l'Union des étudiants de  
la Sierra Leone, Londres (1954-1955)  
7) Exerce en clientèle privée en Sierra Leone et en  
République de Gambie (Afrique occidentale) de 1959 à 1963  
8) Senior Magistrate au Palais de Justice de Freetown  
(Sierra Leone) (1964-1966)  
9) Juge de la Haute Cour au Palais de Justice de Freetown  
(Sierra Leone) (depuis 1970)

M. SERGUEÏ N. SMIRNOV

(Candidature présentée par le Gouvernement de  
l'Union des Républiques socialistes soviétiques)

M. Smirnov est né le 18 septembre 1927. Il est ressortissant de l'URSS.

En 1950, il a terminé ses études à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou.

Il a rempli des fonctions diplomatiques dans des ambassades de l'URSS.

De 1963 à 1972, il a exercé les fonctions de conseiller et d'expert-consultant au Département juridique (Section des traités) du Ministère des affaires étrangères de l'URSS; il s'y est spécialisé dans les questions relatives aux droits de l'homme et d'autres questions de caractère juridique et social liées aux travaux de l'ONU et de ses organes, ainsi que dans les questions de droit maritime international.

Depuis 1972, il est conseiller principal à la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies.

De 1968 à 1971, il a pris part, en qualité de membre de la délégation soviétique, aux travaux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans de l'ONU. Il a également participé aux travaux des troisième, quatrième et cinquième sessions de l'Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

Il a été conseiller de la délégation de l'URSS aux vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et il a participé aux travaux de ses Première, Troisième et Sixième Commissions.

A la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, il a été le représentant de l'URSS à la Troisième Commission.

Depuis 1973, il est membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Il a publié un certain nombre d'ouvrages consacrés à des problèmes juridiques et internationaux, en rapport avec les activités de l'ONU et de ses organes.

M. ILHAN UNAT

(Candidature proposée par le Gouvernement turc)

Le curriculum vitae sera communiqué à une date ultérieure.

M. Th. C. VAN BOVEN

(Candidature proposée par le Gouvernement néerlandais)

Né en 1934 à Voorburg (Pays-Bas)

- Maîtrise de droit à l'Université de Leyde, 1959.
- Maîtrise de droit comparé à la Southern Methodist University de Dallas (Texas), 1960.
- Docteur en droit de l'Université de Leyde, 1967.
- Maître de conférence à l'Université d'Amsterdam où il donne depuis 1967 des cours sur les droits de l'homme.
- Membre de la Division des organisations internationales du Ministère néerlandais des affaires étrangères en 1960 et actuellement Directeur de la Section des affaires sociales et juridiques.
- Depuis 1970, membre de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies où il a rempli les fonctions de Vice-Président en 1971 et celles de Rapporteur en 1972. En 1974, Président du Groupe de travail des règles de procédure types de la Commission.
- Membre de la délégation néerlandaise aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à celles du Conseil économique et social et à celles d'autres conférences internationales.

- A participé à divers séminaires du programme de services consultatifs des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. A participé au Comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe.
- Membre du Conseil de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg).

#### Publications

- "La protection internationale de la liberté de religion" (thèse, 1967).
- Divers articles sur les droits de l'homme parus dans des revues juridiques et autres.

Mme HALIMA WARZAZI

(Candidature proposée par le Gouvernement marocain)

Madame Halima WARZAZI - Ministre plénipotentiaire

Née le 17 avril 1933

Licenciée ès-lettres en 1957 et fonctionnaire des affaires étrangères en 1957

Attaché culturel à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Washington de 1959 à 1961

Attaché au Cabinet du Ministre des affaires étrangères de 1964 à ce jour

Présidente de la Troisième Commission à la vingt et unième session (1966)

Membre du Conseil national du Plan et de la promotion nationale en février 1968

Membre de la délégation marocaine à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran) en mai 1968

Représentant du Maroc à la Commission de la condition de la femme en mai 1968 pour une période de trois ans

Membre de la délégation marocaine à la vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme

Membre de la délégation marocaine à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1959, en 1960 et de 1964 à 1974

Elue membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en avril 1973

Elue membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en janvier 1974

M. BENJAMIN CHARLES GEORGE WHITAKER

(Candidature proposée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Auteur. Depuis 1971, Directeur du Minority Rights Group (Groupe des droits des minorités) (Directeur-adjoint de 1970 à 1971). Né le 13 septembre 1934; troisième fils du général de division Sir John Whitaker, deuxième baronnet, C.B., C.B.E. (Nottinghamshire) (décédé en 1957), Retford (Nottinghamshire); a épousé en 1964 Janet Alison Stewart; a deux fils et une fille. Etudes : Eton; New College, Oxford.

B.A. (Histoire moderne). Inscription au barreau, Inner Temple 1959 (lauréat Yarborough-Anderson). Vice-Président du Fonds Danilo Dolci, 1960-1969; chargé de cours de droit à l'Université de Londres, 1963-1964. A exercé la profession d'avocat de 1959 à 1967. Membre du Parlement (travailleiste), Hampstead, 1966-1970. Secrétaire privé du Ministre du développement d'outre-mer, 1966; habitat et administration locale, 1966-1967; Ministère du développement d'outre-mer, 1969-1970. Membre du Conseil du Collège universitaire de l'Université de Londres. Président du City Poverty Committee. Directeur général de la série parue en 5 volumes et intitulée "Sources for Contemporary Issues" (sources pour les problèmes contemporains) 1973. Publications : The Police, 1964; (éditeur) A Radical Future, 1967; Crime and Society, 1967; Participation and Poverty, 1968; Parks for People (1971); (éditeur) The Fourth World, 1972; The Foundations, 1974. Adresse : 13, Elsworthy Road, Londres N.W.3., Angleterre.

Annexe IILISTE DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE  
CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA  
PROTECTION DES MINORITES ELUS LE 4 AVRIL 1972 1/

M. Mohammed Ahmed Abu Rannat	(Soudan)
M. Hasla Al-Shawi	(Irak)
M. Bali Ram Bhagat	(Inde)
M. Abdelwahab Bouhdiba	(Tunisie)
M. Francesco Capotorti	(Italie)
M. W. Beverly Carter, Jr.	(Etats-Unis d'Amérique)
Mme Erica-Irene A. Daes	(Grèce)
M. Vicente Diaz Samayoa	(Guatemala)
M. I.J.D. Durlong	(Nigéria)
M. A.G. Ravan Farhadi	(Afghanistan)
M. Héctor Gros Espiell	(Uruguay)
M. José D. Ingles	(Philippines)
M. Robert Rhodes James	(Royaume-Uni)

(En raison de la démission de M. James, la Commission des droits de l'homme a élu à sa 1239ème séance, le 4 avril 1973, la baronne Elles (Royaume-Uni) membre de la Sous-Commission pour la période du mandat de deux ans restant à courir.)

M. Branimir M. Janković	(Yougoslavie)
M. Ahmed Kettani	(Maroc)

(En raison du décès de M. Kettani, la Commission des droits de l'homme a élu, à sa 1239ème séance, le 4 avril 1973, Mme Halima Embarek Warzazi (Maroc) membre de la Sous-Commission pour la période du mandat de deux ans restant à courir.)

---

1/ Il a été convenu à la vingt-huitième session de la Commission des droits de l'homme que les 12 membres de la Sous-Commission qui seraient élus pour le groupe d'Etats d'Afrique et d'Asie comprendraient sept Africains et cinq Asiatiques.

M. Ahmed M. Khalifa	(Egypte)
Mme Kezia Njeri Egeria Kinyanjui	(Kenya)
M. Antonio Martínez Báez	(Mexique)
M. José R. Martínez Cobo	(Equateur)
M. Erik Nettel	(Autriche)
M. Syed Sharifuddin Pirzada	(Pakistan)
Mme Nicole Questiaux	(France)
M. Hernán Santa Cruz	(Chili)
M. E. Kofi Sekyiamah	(Ghana)
M. Sergey N. Smirnov	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Ioan Voicu	(Roumanie)

(En raison de la démission de M. Voicu,  
la Commission des droits de l'homme a élu,  
à sa 1286ème séance, le 6 mars 1974,  
M. Aureliu Cristescu (Roumanie) membre de  
la Sous-Commission pour la période du mandat  
d'un an restant à courir.)